



UNION REGIONALE
DES SYNDICATS
DE L'EDUCATION
NATIONALE
URSEN CGT

UNION LOCALE CGT
RENNES SUD EST
5, rue de la SAUVAIE
35000 RENNES

FEDERATION DE
L'EDUCATION, DE
LA RECHERCHE ET
DE LA CULTURE



Déclaration de la CGT ÉDUC'ACTION BRETAGNE

au Conseil Technique Académique de Rennes du 19 janvier 2021

Monsieur le Recteur, Monsieur le Secrétaire Général, Mesdames, Messieurs,

Comme il est de tradition, dès l'ouverture de cette instance de nouvelle année, la CGT Éduc'action Bretagne souhaite une meilleure année 2021, ainsi que de bons tests et des vaccins à venir à l'ensemble des personnels de l'académie de Rennes, lorsque leur santé sera considérée comme réellement prioritaire par les traceurs de la Macronie, plus préoccupés à ce jour par leur surveillance et leur isolement.

Alors, la santé, avant tout !

Non pas celle du lieu d'enfermement parisien où certain-e-s citoyen-ne-s risquent d'être hébergé-e-s après avoir été fiché-e-s pour leurs opinions politiques, leurs convictions philosophiques, religieuses, ou pour leur appartenance syndicale, dans l'hypothèse où leurs activités seraient susceptibles de porter atteinte à la sécurité publique ou à la sûreté de l'État, comme pourrait en décider les forces de l'ordre national, confortées par le projet de loi « sécurité globale » liberticide, réduisant très fortement ainsi leurs libertés fondamentales d'expression, d'opinion et de mobilité, mais plutôt celle qui devrait nous garantir les jours heureux du monde d'après annoncé en grande pompe par nos funestes dirigeants!

En attendant, la CGT rappelle l'urgence à prendre en charge la souffrance et le désarroi des étudiant-e-s frappé-e-s par l'isolement et plongé-e-s dans une précarité quotidienne sans précédent avant de connaître l'irrévocable chômage de masse en perspective, si abandons ou décrochages, ou de commettre l'irréparable après sacrifice de leurs vies.

Aussi, il est grandement temps d'un retour imminent à la normalité pour l'ensemble des jeunes universitaires d'accéder à leurs lieux de savoir et de culture, pour retrouver sérénité dans leurs poursuites d'études et apaisement dans leurs conditions de vie, à l'horizon d'un avenir meilleur et radieux que nous attendons impatiemment toutes et tous.

Parmi ces jeunes, figurent également nos collègues AED, qui après le succès d'une première journée de grève et d'action le 1^{er} décembre 2020, se trouvent de nouveau mobilisé-e-s aujourd'hui avec le soutien de la CGT Educ'action, afin d'exiger des conditions de travail dignes, des postes supplémentaires, une augmentation des rémunérations, et l'accès à un plan de formation initiale et continue. Car, il conviendrait de ne pas oublier que les services de vie scolaire, en première ligne depuis le début de la pandémie pour l'application des protocoles sanitaires, sont aujourd'hui au bord de l'implosion, alors que leurs personnels ne retiennent même pas l'attention méritée du « Grenelle de l'Éducation », en termes de vraies perspectives d'avenir auxquelles ils pourraient prétendre.

Aussi, leurs revendications légitimes s'articulent avec celle portée par la CGT de la revalorisation salariale pour une grande partie des agents publics et des futur-e-s retraité-e-s et pensionné-e-s, dont le gel du point d'indice en 2010 a conduit à leur paupérisation, tout comme nos collègues AESH entre autres.

C'est pourquoi face aux pans entiers de la Fonction publique confrontés à des pénuries d'emplois et donc à la difficulté de mener à bien leurs missions de service public, la CGT demande, en cohérence avec sa revendication pour les 32 heures, l'augmentation de 10 % d'effectifs, *a minima*, ce qui permettrait ainsi de réduire de 10 % le temps de travail.

Cette dépense nette se situe autour des 12 milliards d'euros, qu'il faut rapporter au CICE de 50 milliards, à la suppression de l'ISF de 3 milliards pour environ 150 000 personnes ou aux 100 milliards d'aides directes versées aux entreprises, sans contrepartie, lors de cette crise sanitaire.

Malheureusement, force est de constater qu'en refusant de recruter massivement des personnels, alors que les dépenses de l'État explosent en 2021, l'Éducation nationale ne sera pas mieux lotie qu'en 2020, sans prise en compte de la crise exceptionnelle que nous traversons par nos joueurs de bonneteau patentés de Bercy, créant des emplois dans le 1^{er} degré en contrepartie de ceux supprimés dans le second, alors que l'on attend plusieurs dizaines de milliers d'élèves supplémentaires.

Et ce n'est certainement pas la hausse des heures supplémentaires qui compensera la perte de postes dans le second degré, car cela supposerait que celles proposées soient consommées. Or, l'étude des bilans des années précédentes montre que la totalité du volume offert n'est pas attribuée. Par conséquent, une fois de plus les collègues seront face à des classes surchargées dans les lycées et les collèges et connaîtrons de fortes tensions sur les postes à la prochaine rentrée dans notre académie. Car, même avec un schéma d'emploi neutre qui correspond en réalité à la suppression de 1440 heures postes, occupées aujourd'hui par des titulaires, qui connaîtront prochainement des MCS ou au mieux des services partagés sur au moins deux établissements, par des TZR malléables et corvéables plus que jamais ou par des contractuel-le-s dont certain-e-s se verront (r) ouvrir les portes de Pôle Emploi, les LDG de mobilité, garantes d'équité de traitement, ne les protégeront pas davantage, et d'autant moins depuis la loi de la transformation de la Fonction Publique qui a mis fin à la présence des élu-e-s aux CAPA!

C'est pourquoi, la CGT Educ'action appelle les personnels à construire dès à présent une dynamique de mobilisation jusqu'à la grève du mardi 26 janvier 2021, pour obtenir des créations de postes statutaires, des mesures significatives de revalorisation des salaires et des carrières ainsi que l'arrêt des réformes en cours toujours aussi contestées par les personnels.

Enfin, avec sagesse populaire, et si « le travail c'est la santé et rien faire c'est la conserver », mais aussi avec philosophie, car « mal nommer un objet, c'est ajouter au malheur de ce monde », la CGT Educ'action Bretagne garde espoir de vous (re) trouver toutes et tous en bonne santé durant cette année plutôt qu'alité-e-s à la Santé, pour qu'« ensemble nous gagnons un monde solidaire, juste et durable » !

Merci de votre attention.